

Tribune de M. François Hollande, Président de la République, dans "Huffington Post" du 14 juin 2013, sur les défis et priorités internationales en matière de croissance économique et d'emploi, intitulée "Agir ensemble pour un monde plus juste".

Le 17 juin 2013, je participerai au sommet du G8 de Lough Erne, à l'invitation du Premier ministre britannique David Cameron.

C'est une rencontre importante pour décider et agir collectivement. C'est un test pour le G8, groupe d'économies avancées qui doit montrer la voie et être exemplaire. L'enjeu est de faire ensemble tout ce qui est possible pour bâtir un avenir plus sûr, plus prospère, plus durable et plus juste.

Je souhaite que le G8 adresse au monde un message fort sur la croissance et l'emploi. Alors que les perspectives économiques demeurent incertaines et que le chômage atteint des niveaux intolérables en particulier chez les jeunes, nous devons mettre les politiques économiques au service de la croissance et de l'emploi. Nous le ferons avec sérieux et ambition, en restaurant notre crédibilité budgétaire et en améliorant notre compétitivité.

La France est prête à prendre toutes ses responsabilités pour agir avec ses partenaires. Elle soutient les trois priorités proposées par la présidence britannique du G8 -une fiscalité plus juste, une activité économique plus transparente, un commerce réciproque plus fort - autant de leviers de croissance pour nos économies.

La France veut des avancées sur la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales et contre les paradis fiscaux. Il est grand temps de passer à la règle de l'échange automatique d'informations entre administrations fiscales. Nous devons parvenir à un véritable "mieux-disant" réglementaire dans la lutte contre le blanchiment et les flux illicites de capitaux.

La France souhaite plus de transparence dans le secteur extractif. Elle a décidé de participer pleinement à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE). Il est normal de demander aux entreprises que les données de leurs activités par pays et par projet soient publiques, dans le domaine extractif et au-delà.

La France reconnaît la contribution majeure du commerce international à la croissance. Nos économies et nos sociétés n'ont rien à gagner du protectionnisme ou, à l'inverse, d'une compétition débridée. L'échange doit être juste, c'est-à-dire réciproque, équitable et reposant sur des règles communes appliquées par tous. Il doit respecter les préférences collectives et les spécificités de chaque pays, notamment la création culturelle et artistique qui n'est pas une marchandise.

La France souhaite un partenariat renforcé du G8 avec l'Afrique, alors que les forces armées françaises sont engagées depuis le début de l'année au Mali pour rétablir l'intégrité territoriale du pays et assurer la sécurité et la stabilité du Sahel et au-delà. L'Afrique, c'est le continent de l'avenir, avec deux décennies de croissance et un doublement des investissements internationaux en dix ans.

Il n'y a de croissance, ni de développement autres que durables. Pour relever le défi du changement climatique, nous avons rendez-vous en 2015 en France, je l'espère, pour la conférence des Nations Unies sur le climat. La réussite de cette négociation est de la responsabilité de la communauté internationale dans son ensemble. Le G8 doit y contribuer et donner une impulsion politique forte pour maîtriser les émissions de carbone.

Bien sûr, le G8 ne peut pas tout, tout seul. Mais personne ne comprendrait que nous, leaders du G8, ne cherchions pas à prendre toutes nos responsabilités pour promouvoir un développement économique et social durable au service de tous.